

Des coupes dans les budgets d'ici à 2026 menacent les milieux de la culture et du social. Un nouveau coup de massue après deux ans de pandémie

Bienne s'impose un régime minceur

ALAIN MEYER

Jura bernois ► C'est sous un ciel clément, le 6 juillet, à la veille des vacances, que le Conseil municipal de Bienne a annoncé 160 mesures d'économies, dont certaines draconiennes, pour éviter que la ville se retrouve après 2026 sous la tutelle du canton de Berne. L'exécutif vise «la stabilisation budgétaire» en tentant d'épargner environ 100 millions de francs sur les quatre prochains exercices.

Ont déjà été annoncés une hausse de 1,5 dixième de la quotité d'impôt pour les personnes physiques, une réduction de l'éventail des prestations municipales, 50 postes biffés sur quatre ans dans l'administration mais si possible sans licenciement, et un recadrage des investissements prioritaires plafonnés à 30 au lieu de 40 millions par an. Selon ses autorités, Bienne pourrait aussi renoncer à des projets d'envergure. «La planification sera présentée en octobre, en même temps que le budget 2023», temporise son maire, Erich Fehr.

Sur le dos du social et de la culture

Il promet qu'en dépit d'une situation financière difficile, sa ville s'efforcera «de continuer à réaliser des projets d'importance». Et de citer le crédit d'engagement de 26,6 millions prévu pour ériger, d'ici à fin 2024, un complexe sportif en périphérie de la ville, aux Champs-de-Boujean, pour les adaptes du inline hockey. Même si Bienne ne devrait déboursier au final que 17,5 millions, ce crédit est jugé malvenu par une partie de la population. Le 25 septembre, le peuple votera. Car 25 millions, c'est la somme que l'exécutif veut économiser par an d'ici à 2026 en particulier dans le social et la culture par le biais des coupes dans les subventions qui font hurler depuis un mois.

Mardi soir, au Saint-Gervais, une trentaine de re-



Destinée aux jeunes de Bienne, la Villa Ritter pourrait pâtir d'une coupe dans ses subventions. AMR

présentant-es des milieux concernés ont exprimé leur courroux. «L'existence de la place de jeux pour enfants Robinson, qui a 40 ans, est en danger», s'alarme l'écologiste Urs Scheuss, membre du mouvement «Bienne pour tous».

Patate chaude au parlement

Elu au législatif biennois, il regrette le manque de transparence de l'exécutif. «Notre travail est de clarifier des mesures définies on ne sait comment par nos autorités, sans qu'elles aient pris la peine de dialoguer, en amont, ni avec les organisations visées ni avec les partis politiques». Il suspecte le municipal d'avoir sciemment dressé «une liste de propositions plutôt que de mesures» pour mieux refiler cette patate chaude au Conseil de Ville (délibératif), afin que ce dernier endosse la responsabilité du budget 2023.

Selon le directeur opérationnel de ce projet d'économies, Beat Feurer (UDC), et le maire, Erich Fehr (PS), «présenter un programme pour stabiliser les finances municipales relève de la responsabilité de l'exécutif». Et c'est à lui «de prendre des décisions difficiles», disent-ils. «C'est un paquet de mesures que nous jugeons équilibré, fait d'économies et de recettes supplémentaires.» Paquet qui, aux yeux des deux membres de l'exécutif, est susceptible de trouver une majorité devant le peuple.

Pour Urs Scheuss, il s'agit de gagner la votation sur le budget 2023, agendée à fin novembre. Il en appelle dès aujourd'hui à une mobilisation pour «voter un budget remanié, mais de gauche». Celui-ci aurait des chances de passer puisque la gauche est majoritaire au parlement local. Pour Cyrill Hofer, responsable chez Pro Senectute, «des personnes qui ont listé ces mesures n'étaient pas conscientes de l'im-

pact que cette annonce aurait». Il cite un projet d'entraide aux personnes âgées mené avec la Ville qui, selon ses estimations, pourrait ne pas perdurer avec «une coupe annuelle prévue de 30 000 francs sur les 70 000 accordés jusqu'ici».

Charge augmentée

Le catalogue des coupes tapisse large. Celles-ci vont de la fin de la participation de la Ville au projet d'exposition nationale NEXPO (30 000 francs par an) à la mort des *Annales biennoises* en format papier, ou encore l'abandon du raout de la Fête nationale. Plus préoccupant: une réduction de l'élimination des déchets et du nettoyage en ville, la fin programmée des agents de sécurité de proximité (SIP), une coupe dans l'aide accordée au Forum du bilinguisme, la suppression du Bureau des objets trouvés.

Coprésidente de l'organisation faitière des institutions sociales Bienne et région, la

socialiste Anna Tanner se fait du mouron pour le service public. «Avec la suppression annoncée de 50 postes, la charge de travail va augmenter pour les autres employé-es», analyse-t-elle. Elle ajoute «ne pas croire aux synergies programmées dans les écoles». La Ville a sabré partout où elle le pouvait. Autres exemples: l'arrêt des actions pour redynamiser le centre-ville, la réorganisation du système de vélos en libre-service ou encore l'abandon d'un projet pilote lié au cannabis.

La culture paie un lourd tribut: plus un seul centime pour la Fête de la musique, suppression à terme de l'affichage culturel, et surtout le rabotage de 200 000 francs dans les soutiens à la création artistique. Préoccupées par le sort réservé aux artistes du cru, la Bibliothèque municipale, le Centre Pasquart et le Nouveau Musée Bienne auraient déjà décidé d'être solidaires de la cause.